

Questionnaire sur le projet soumis à la consultation de la Stratégie énergétique 2050

Organisation répondant au questionnaire:

Associazione consumatrici e consumatori della Svizzera italiana, Via Polar 46, CP 165

6932 Breganzona

Sommaire

Questionnaire sur le projet soumis à la consultation de la Stratégie énergétique 2050.....	1
Questions générales	2
Loi sur l'énergie nucléaire	2
Objet, objectifs et principes de la loi sur l'énergie.....	3
Efficacité énergétique	3
Bâtiment	3
Mobilité	5
Entreprises d'approvisionnement en énergie et entreprises de la branche énergétique	6
Industrie et services	7
Energies renouvelables	7
Conditions de raccordement, obligations de reprise et de rétribution	8
Système de rétribution de l'injection.....	9
Contribution unique aux petites installations photovoltaïques.....	10
Supplément sur les coûts de transport	11
Centrales fossiles	11
Réseaux	12

Afin de cocher les cases pour répondre aux questions, cliquer deux fois dessus puis cliquer sur «Case activée».

Questions générales

1. Êtes-vous dans l'ensemble d'accord avec le projet mis en consultation concernant la Stratégie énergétique 2050?

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

L'ACSI constate que les bâtiments représentent une partie importante du programme. Le rapport est muet sur la question de la répercussion des coûts d'assainissement énergétique sur les loyers. La Suisse comportant un nombre important de locataires, il nous semble nécessaire que la Stratégie énergétique aborde cette question. Il nous semble nécessaire de fixer des règles pour que les loyers n'augmentent pas abusivement suite à des améliorations énergétiques, surtout si ces améliorations sont en partie financées par des aides publiques. L'ACSI demande donc que la stratégie énergétique traite de cet aspect.

2. Etes-vous d'accord avec la Stratégie énergétique 2050 qui procède par étapes (deuxième étape selon le chiffre 1.4 du rapport explicatif)?

Rapport explicatif: 1.3 (premier paquet de mesures), 1.4 (deuxième étape)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

3. Etes-vous d'accord de lier la sortie progressive du nucléaire au présent paquet de mesures?

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Loi sur l'énergie nucléaire

4. Etes-vous d'accord que l'octroi d'autorisations générales pour la construction de nouvelles centrales nucléaires soit interdit?

Loi sur l'énergie nucléaire, art. 12, al. 4 (nouveau)

Rapport explicatif: 1.2 et 2.2.6

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Objet, objectifs et principes de la loi sur l'énergie

5. Etes-vous d'accord que la loi fixe des objectifs de développement pour la production d'électricité issue des énergies renouvelables et des objectifs de consommation?

L'Ene art. 2 et 4, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: ensemble du rapport, notamment les points 1.2, 1.3, 1.6, 2.1 (1^{er} chapitre)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: L'ACSI approuve le fait que la loi fixe des objectifs pour la production d'électricité issues des énergies renouvelables et pour la réduction/stabilisation de la consommation. La réussite de la stratégie énergétique nécessite que ces objectifs soient atteints. L'ACSI estime toutefois qu'il est nécessaire de mieux définir comment l'atteinte des objectifs sera vérifiée. Il est également nécessaire de prévoir les mesures contraignantes qui seront prises en cas de non respect de ces objectifs. Pour rappel, la branche automobile avait signé en 2002 avec le DETEC une convention visant à diminuer à 6.4 l/100km la consommation moyenne des voitures mises en circulation d'ici 2008

<http://www.bfe.admin.ch/energie/00588/00589/00644/index.html?lang=fr&msg-id=38854>

Des objectifs légalement contraignants n'ont été introduits qu'en 2012. Cet échec montre la limite de certaines démarches volontaires.

Appareils électriques (1.3.1, p.46 et 47 du rapport): L'ACSI soutient le renforcement des exigences d'efficacité et si nécessaire l'édiction d'exigences plus sévères que dans l'UE. Pour ce cas de figure, nous demandons que les prescriptions en matière d'efficacité énergétique fassent toutes l'objet d'une exception au principe du Cassis de Dijon, ce que la LETC (loi sur les entraves techniques au commerce) autorise. La mise en œuvre la stratégie énergétique justifie en effet des exceptions au principe du Cassis de Dijon.

Efficacité énergétique

Bâtiment

6. Etes-vous d'accord avec l'augmentation prévue des ressources totales allouées à la Confédération et aux cantons en vue de renforcer le programme Bâtiments à 600 millions de francs par an au maximum dès 2015?

Loi sur le CO₂, modifications art. 29 et 34

Rapport explicatif: 1.3.1 (Bâtiment) et 2.2.2

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: Le potentiel d'économies d'énergie dans les bâtiments est très important, c'est pourquoi nous approuvons l'augmentation des ressources prévues.

Nous constatons que le rapport explicatif ne mentionne pas les concierges dans les personnes devant être formées et informées (1.3.1, p. 38). Nous demandons que les concierges soient mieux intégrés

7. Quelle variante préférez-vous pour la modification de la base légale relative à l'affectation du produit de la taxe sur le CO₂ au domaine du bâtiment?

Loi sur le CO₂, modifications art. 29 et 34

Rapport explicatif: 1.3.1 (Bâtiment) et 2.2.2

- ☒ Variante 1 (*Loi sur le CO₂, modifications art. 29 et 34, variante 1*)
☐ Variante 2 (*Loi sur le CO₂, modifications art. 29 et 34, variante 2*)
☐ Aucune des deux variantes
☐ Sans opinion

Remarques: L'ACSI préfère la variante 1 qui répartit le financement entre les consommateurs (taxe sur le CO₂) et les contribuables (impôts) ce qui permet de ventiler les coûts engendrés par le changement énergétique entre différents modes de financement. Les consommateurs seront financièrement fortement sollicités par le biais de l'augmentation de la RPC, de l'éventuelle augmentation de la rémunération pour l'utilisation des réseaux, de la hausse des coûts de l'énergie. Il nous semble donc équitable qu'une partie du financement proviennent des impôts.

8. Etes-vous d'accord que la déduction fiscale des coûts d'investissements dans les bâtiments qui servent à économiser l'énergie et à protéger l'environnement puisse être répartie sur trois ans et qu'à partir de 2025, il ne soit possible de déduire fiscalement les investissements (cf. rapport explicatif: 2.2.3) qui servent à économiser l'énergie et à protéger l'environnement que lorsque le bâtiment concerné respecte une norme énergétique minimale déterminée?

Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct, art. 31a (nouveau), art. 32, al. 2^{bis} (nouveau), art. 32, al. 2^{ter} (nouveau), art. 67a (nouveau) et art. 205e (nouveau); Loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, art. 9, al. 3^{bis} à 3^{quiquies} (nouveau), art. 10, al. 1^{ter} (nouveau), art. 25, al. 1^{ter}, art. 72q (nouveau) et 78f (nouveau)

Rapport explicatif: 1.3.1 (Bâtiment), 2.2.3 et 2.2.4

- ☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: L'ACSI demande que le délai transitoire en ce qui concerne l'exigence d'une norme minimale pour la déduction fiscale soit ramené de 2025 à 2020. En effet, l'assainissement énergétique des bâtiments est un thème depuis plus d'une dizaine d'années et les propriétaires ont eu le temps de s'y préparer. Il n'est donc pas nécessaire de prévoir de délai transitoire plus long.

Mobilité

9. Etes-vous d'accord avec le renforcement de la valeur cible d'émissions de CO₂ pour les voitures de tourisme immatriculées pour la première fois à 95 g CO₂/km en moyenne d'ici la fin 2020?

Loi sur le CO₂, modification art. 10

Rapport explicatif: 1.3.1 (Mobilité) et 2.2.2

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: L'ACSI est d'accord avec le renforcement de la valeur cible. Nous demandons que les dispositions réglementaires actuelles soient modifiées afin de supprimer les différences entre petits et gros importateurs. D'une part la concurrence est entravée en simplifiant la tâche des gros importateurs par rapport aux petits importateurs et aux importateurs individuels. Le régime plus favorable accordé aux importateurs officiels ne fait que consolider leur position de force sur le marché, ce qui aboutira à pérenniser la situation de concurrence insuffisante et de prix surfaits qui a récemment fait débat dans le cadre de la polémique autour du franc fort. D'autre part, un consommateur «écologique» achetant une voiture consommant peu chez un gros importateur «subventionné» l'achat d'un véhicule polluant par un autre consommateur chez ce même gros importateur. Ce n'est certainement pas la volonté de ce consommateur écologique de faire cela.

10. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une valeur cible d'émissions de CO₂ pour les voitures de livraison et pour les tracteurs à sellette légers immatriculés pour la première fois et sa fixation à 175 g CO₂/km en moyenne d'ici la fin 2017 et à 147 g CO₂/km en moyenne d'ici la fin 2020?

Loi sur le CO₂, modification art. 10

Rapport explicatif: 1.3.1 (Mobilité) et 2.2.2

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: même remarque qu'à la question 9.

Entreprises d'approvisionnement en énergie et entreprises de la branche énergétique

11. Etes-vous d'accord que les fournisseurs d'électricité doivent remplir les objectifs fixés en vue d'accroître constamment l'efficacité de la consommation d'électricité (au moyen de l'introduction de certificats dits blancs)?

LEne, art. 43 à 46, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.1 (Entreprises d'approvisionnement en énergie) et 2.1 (chapitre 6, 3^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: L'ACSI en approuve le principe. Nous sommes toutefois très réservés, voire opposés, à la méthode des «certificats blancs» proposée. Selon le rapport explicatif, les coûts, que ce soit les coûts des mesures d'économies d'énergie ou d'achats de certificats pour les EAE seront répercutés sur les clients finaux. Les clients finaux n'ont donc pas le choix entre économies réelles et virtuelles. Il nous semble préférable d'inciter au maximum les EAE à remplir leur objectifs par des mesures concrètes ayant un effet durable sur la consommation d'électricité.

12. Etes-vous d'accord que la Confédération ait la possibilité d'obliger les entreprises de la branche énergétique, aux fins de transparence et d'information, à publier des données (notamment relatives à la consommation d'électricité et de chaleur de groupes de clients et relatives aux offres et aux mesures visant à promouvoir les énergies indigènes, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique)?

LEne, art. 62, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 2.1 (chapitre 9)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: L'ACSI est par principe favorable à la transparence et à l'information. Dans la perspective du changement énergétique, ces données sont indispensables pour assurer la mise en œuvre des mesures proposées. Le domaine énergétique étant complexe, il sera nécessaire de prévoir une certaine vulgarisation afin que les clients comprennent aisément les données publiées. Une certaine coordination entre les entreprises dans ce domaine est souhaitable. L'ACSI a constaté de grandes différences dans la communication, la formulation des offres et des factures entre les distributeurs.

Industrie et services

13. Etes-vous d'accord avec l'élargissement des appels d'offres publics à la production et à la distribution d'électricité?

L'Ene, art. 33, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.1 (Industrie et services) et 2.1 (chapitre 4)

☐ Oui ☐ Non ☒ Sans opinion

Remarques:

14. Etes-vous d'accord que les consommateurs finaux dont la consommation électrique annuelle est supérieure à 0,5 GWh puissent s'engager envers la Confédération à accroître leur efficacité électrique et à réduire leurs émissions de CO₂ et ainsi se faire rembourser le supplément sur les coûts de transport?

L'Ene, art. 38, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.1 (Industrie et services) et 2.1 (chapitre 5, 1^{er} paragraphe)

☐ Oui ☒ Non ☐ Sans opinion

Remarques: L'ACSI est par principe opposée aux exceptions en raison de l'inégalité de traitement qui en découle, entre entreprises à forte consommation d'une part et entreprises à plus faible consommation et particuliers d'autre part.

Energies renouvelables

15. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une planification commune de la Confédération et des cantons et d'un plan des potentiels de développement à l'échelle suisse pour le développement des énergies renouvelables?

L'Ene, art. 11 et 12, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Mesures de soutien), 2.1 (chapitre 2, 2^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: Oui cette planification est indispensable. Elle doit se réaliser de manière démocratique, avec votation populaire des collectivités concernées si nécessaire. Il est également nécessaire qu'elle soit coordonnée avec la planification des réseaux électriques raccordant ces installations.

16. Etes-vous d'accord que les cantons soient obligés de délimiter dans le plan directeur, en particulier pour la force hydraulique et l'énergie éolienne, les zones et les tronçons de cours d'eau propres à l'utilisation et à présenter à cette fin un plan d'affectation?

LEne, art. 13, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Mesures de soutien), 2.1 (chapitre 2, 2^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: ces plans doivent être soumis à l'enquête publique, voire même faire l'objet d'une votation, afin que la planification soit démocratiquement acceptée.

17. Etes-vous d'accord que de nouvelles installations destinées à utiliser les énergies renouvelables puissent revêtir un intérêt national à partir d'une certaine taille et d'une certaine importance?

LEne, art. 14, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif 1.3.2 (Mesures de soutien), 2.1 (chapitre 2, 2^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: L'ACSI approuve cette mesure à condition que ces nouvelles installations soient prévues dans un plan cantonal validé démocratiquement et que ces nouvelles installations respectent entièrement la législation en vigueur, notamment en matière de protection du paysage, de l'environnement et d'aménagement du territoire. Si les installations peuvent revêtir un intérêt équivalent à l'intérêt de protection des sites protégés, il ne nous semble pas justifié qu'elles puissent revêtir un intérêt supérieur.

Conditions de raccordement, obligations de reprise et de rétribution

18. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une réglementation de la consommation propre, autrement dit avec la création de la possibilité légale pour des exploitants d'installations de consommer l'énergie qu'ils ont eux-mêmes produite?

LEne, art. 17, al. 2, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 1^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Système de rétribution de l'injection

19. Etes-vous d'accord avec l'exclusion de la participation au système de rétribution de l'injection des usines d'incinération des ordures ménagères, des installations au gaz d'épuration et des installations alimentées partiellement aux combustibles ou aux carburants fossiles?

L'Ene, art. 18, al. 4, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 2^e paragraphe)

☐ Oui ☒ Non ☐ Sans opinion

Remarques: Il ne faut pas exclure ces installations mais les rétribuer proportionnellement à la part d'énergie produite issue de sources renouvelables.

20. Etes-vous d'accord avec la limitation des moyens financiers annuels disponibles pour la promotion des installations photovoltaïques? Ce contingentement doit remplacer la réglementation aujourd'hui échelonnée avec le plafond global et les plafonds partiels.

L'Ene, art. 20, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 2^e paragraphe)

☐ Oui ☒ Non ☐ Sans opinion

Remarques: L'énergie photovoltaïque est actuellement peu développée en Suisse ; la sortie du nucléaire implique le développement massif de l'électricité issue de sources renouvelables. C'est pourquoi l'ACSI s'oppose au plafonnement des moyens financiers.

21. Etes-vous d'accord qu'un organe séparé soit créé en la forme d'une filiale de la Société nationale du réseau de transport pour l'exécution du système de rétribution de l'injection et pour les nouvelles tâches (rétribution unique pour les petites installations photovoltaïques, système de rétribution du CCF)?

L'Ene, art. 65 et 66, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 2.1 (chapitre 10)

☐ Oui ☐ Non ☒ Sans opinion

Remarques: L'exécution du système de rétribution de l'injection doit être réalisée de la manière la plus efficace et économique possible.

Contribution unique aux petites installations photovoltaïques

22. Etes-vous d'accord que les installations photovoltaïques d'une puissance de moins de 10 kW soient encouragées en dehors du modèle de la rétribution de l'injection?

L'Ene, art. 28 à 30, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 3^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Un système de prêt à faible taux pourrait également être mis en place

23. Etes-vous d'accord que les installations photovoltaïques d'une puissance de moins de 10 kW soient encouragées avec une contribution unique (rétribution unique) au lieu de la rétribution de l'injection? Ou préférez-vous, comme alternative à la rétribution unique, le *Net Metering* pour la promotion future des petites installations photovoltaïques d'une puissance inférieure à 10 kW?

L'Ene, art. 28 à 30, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 3^e paragraphe)

☐ Rétribution unique
☐ *Net Metering*
☐ Aucune des options mentionnées

Remarques:

L'ACSI n'a pas de préférence pour l'un ou l'autre système. Un système de prêt à faible taux pourrait également être mis en place

24. Etes-vous d'accord que les petites installations photovoltaïques d'une puissance de moins de 10 kW en liste d'attente (sans décision positive) soient retirées du système de rétribution de l'injection et encouragées au moyen d'une rétribution unique?

L'Ene, art. 71, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 2.1 (chapitre 3, 2^e paragraphe et chapitre 12)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Supplément sur les coûts de transport

25. Etes-vous d'accord avec la suppression du plafond global et des plafonds partiels pour le financement des rétributions?

LEne, art. 36, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 5)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Centrales fossiles

26. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'un système de rétribution du CCF?

LEne, art 31 ss, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.3 et 2.1 (chapitre 3, 4^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: L'ACSI estime les centrales fossiles (couplage chaleur force CCF et Centrales à gaz à cycle combiné CCC) nécessaires dans le cadre de la stratégie énergétique. Elles doivent toutefois impérativement être conçues pour récupérer et utiliser la chaleur produite. L'ACSI déplore que pour les CCC le projet ne mentionne pas la possibilité de récupérer, même partiellement, la chaleur (dans la mesure où cette mesure est pertinente pour les CCC, ce que nous n'avons pas vérifié)

27. Etes-vous d'accord avec le domaine de promotion du système de rétribution du CCF (installations dont la puissance calorifique se situe entre 0,35 MW et 20 MW compris)?

LEne, art. 31, al. 1, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.3 et 2.1 (chapitre 3, 4^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

28. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une obligation de compenser toutes les émissions produites allant de pair avec l'exemption de la taxe sur le CO₂ pour les installations participant au système de rétribution du CCF?

Loi sur le CO₂, art. 22, al. 4^{bis} (nouveau)

Rapport explicatif: 1.3.3 et 2.2.2

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

29. Quelles autres alternatives possibles pour promouvoir le couplage chaleur-force proposez-vous?

.....

.....

.....

.....

Réseaux

30. Etes-vous d'accord avec les réglementations proposées visant à accélérer la procédure dans le domaine du droit de l'électricité, notamment avec la limitation du recours au Tribunal fédéral aux questions juridiques de principe?

Loi sur le Tribunal fédéral, art. 83, let. w (nouveau)

Rapport explicatif: 1.3.4 et 2.2.1

☒ Oui ☒ Non ☐ Sans opinion

Remarques: L'ACSI approuve le principe de l'accélération des procédures. Elle rejette en revanche la limitation du droit de recours. Elle demande que les réseaux électriques fassent également l'objet d'une planification validée démocratiquement.

31. Etes-vous d'accord avec les réglementations proposées relative à l'introduction et à la prise en charge des coûts des systèmes de mesure intelligents?

Elle concerne notamment les normes de délégation relatives à l'introduction et à la fixation d'exigences minimales et la possibilité pour les gestionnaires de réseau de répercuter sur les clients finaux les coûts de l'introduction des systèmes de mesure intelligents prescrits par la loi en tant que coûts de réseau imputables.

Loi sur l'approvisionnement en électricité, art. 15, al. 1 et 1^{bis} (nouveau) et art. 17a (nouveau)

Rapport explicatif: 1.3.4 et 2.2.8

☐ Oui ☒ Non ☐ Sans opinion

Remarques: L'ACSI est favorable au système des smart metering dans la mesure où ils permettent d'améliorer et d'optimiser la gestion des réseaux. En revanche l'ACSI estime que le potentiel d'économies d'électricité réalisables par le consommateur final grâce au smart metering est plus faible qu'attendu (essais pilote SIG, EKZ, CKW notamment). Il ressort des essais pilote que le potentiel d'économies grâce aux smart meter est beaucoup moins important pour les locataires d'appartement que pour les propriétaires de maison individuelles. Pour les immeubles d'habitation, il est ainsi certainement suffisant d'équiper l'immeuble avec un seul dispositif de mesure. Du point de vue de la gestion des réseaux, il n'est également pas nécessaire d'équiper tous les points de consommation de dispositifs de smart metering. Le rapport indique d'ailleurs que le Conseil fédéral peut édicter des normes d'équipement pour tous les consommateurs ou pour certains groupes ciblés de consommateurs. L'ACSI s'oppose donc au mode de financement (coûts de réseau imputables) proposé qui pourrait avoir pour conséquence un suréquipement en smart meter, financés par des consommateurs qui n'auraient pas tous les mêmes bénéfices.

Il convient de préciser que l'équipement en smart meter de tous les points de consommation constitue surtout une mesure nécessaire pour le développement du « smart market » (page 60 du rapport explicatif et pages 8-9, 14 et 48 du rapport de la Bundesnetzagentur http://www.bundesnetzagentur.de/SharedDocs/Downloads/DE/BNetzA/Sachgebiete/Energie/So%20nderthemen/SmartGridEckpunktepapier/SmartGridPapierpdf.pdf?__blob=publicationFile). Il apparaît dès lors qu'un éventuel équipement de tous les consommateurs finaux avec des smart meter doit être financé par le marché (fourniture d'énergie) et non pas payé avec les coûts de réseau.. Il est donc justifié qu'ils ne soient pas financés par le réseau et imputés à tous les consommateurs

L'ACSI approuve en revanche le fait que le Conseil fédéral fixe des exigences techniques minimales pour ces systèmes de mesures.

L'ACSI tient à déplorer les conditions dans lesquels l'étude a été réalisée. Cette étude n'a manifestement pris que des sources allemandes et a ignoré les expériences réalisées dans des pays non-germanophones, en France notamment..